

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 239

[2006/200144]

15 DECEMBRE 2005. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'introduction de la notion de "camionnette" dans le Titre II du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus compte tenu de la neutralité fiscale et en vue de prévenir la concurrence entre les Régions au niveau de l'immatriculation des véhicules (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. L'Accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'introduction de la notion de "camionnette" dans le Titre II du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, compte tenu de la neutralité fiscale et en vue de prévenir la concurrence entre les Régions au niveau de l'immatriculation des véhicules, est approuvé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 15 décembre 2005.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,

Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

(1) *Session 2005-2006.*

Documents du Conseil 273 (2005-2006). N^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 15 décembre 2005.

Discussion - Vote.

Accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'introduction de la notion de "camionnette" dans le Titre II du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, compte tenu de la neutralité fiscale et en vue de prévenir la concurrence entre les Régions au niveau de l'immatriculation des véhicules

Vu les articles 1^{er}, 3, 33, 35, 39, 134 et 177 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 2, f), inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 janvier 1989, la loi spéciale du 16 juillet 1993 et la loi spéciale du 13 juillet 2001;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment les articles 4 et 42;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment les articles 1^{er}, § 2, 1^{er} bis, 3, 10^o, 4, § 3 et 5, § 2, 10^o, modifiés par la loi spéciale du 13 juillet 2001;

Vu le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, notamment le Titre II, articles 3 à 13, 15, 21 à 23bis, 29 à 32 et 36bis à 36quater;

En exécution de l'article 4, § 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989, un accord de coopération est préalablement conçu au sens de l'article 92bis, § 2, f), de la loi spéciale du 8 août 1980,

La Région flamande, représentée par son Gouvernement, en la personne de M. Dirk Van Mechelen, Ministre des Finances et du Budget et de l'Aménagement du Territoire du Gouvernement flamand;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne de M. Michel Daerden, Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine du Gouvernement wallon;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement, en la personne de M. Guy Vanhengel, Ministre chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de l'Informatique du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Les Régions s'engagent à inscrire dans leurs réglementations respectives concernant la taxe de circulation sur les véhicules automobiles visée à l'article 3, 10^o, de la loi spéciale de financement des Communautés et des Régions, remplacé par l'article 5 de la loi spéciale du 13 juillet 2001, les dispositions du présent accord décrites aux articles 2 à 3 compris.

Art. 2. L'article 4 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, est complété par les §§ 2 et 3, rédigés comme suit :

« § 2. Par dérogation au § 1^{er}, il faut entendre par véhicule à moteur destiné au transport de marchandises d'une masse maximale autorisée ne dépassant pas 3 500 kilogrammes, aussi dénommé "camionnette", pour l'application du présent Titre II :

a) tout véhicule conçu et construit pour le transport de choses dont la masse maximale autorisée n'excède pas 3 500 kg, formé d'une cabine unique complètement séparée de l'espace de chargement et comportant deux places au maximum, celle du conducteur non comprise, ainsi que d'un plateau de chargement ouvert;

b) tout véhicule conçu et construit pour le transport de choses dont la masse maximale autorisée n'excède pas 3 500 kg, formé d'une cabine double complètement séparée de l'espace de chargement et comportant six places au maximum, celle du conducteur non comprise, ainsi que d'un plateau de chargement ouvert;

c) tout véhicule conçu et construit pour le transport de choses dont la masse maximale autorisée n'excède pas 3 500 kg, formé simultanément d'un espace réservé aux passagers comportant deux places au maximum, celle du conducteur non comprise, et d'un espace de chargement séparé, dont la distance entre tout point de la cloison de séparation située derrière la rangée de sièges avant et le bord arrière intérieur de l'espace de chargement, mesuré dans l'axe longitudinal du véhicule, à une hauteur située à 20 cm au-dessus du plancher, atteint au moins 50 % de la longueur de l'empattement. En outre, cet espace de chargement doit être pourvu, sur toute sa surface, d'un plancher horizontal fixe faisant partie intégrante de la carrosserie ou y fixé de manière durable et exempt de tout point d'attache pour des banquettes, sièges ou ceintures de sécurité complémentaires;

d) tout véhicule conçu et construit pour le transport de choses dont la masse maximale autorisée n'excède pas 3 500 kg, formé simultanément d'un espace réservé aux passagers comportant six places au maximum, celle du conducteur non comprise, et d'un espace de chargement complètement séparé, dont la distance entre tout point de la cloison de séparation située derrière la dernière rangée de sièges et le bord arrière intérieur de l'espace de chargement, mesuré dans l'axe longitudinal du véhicule, à une hauteur située à 20 cm au-dessus du plancher, atteint au moins 50 % de la longueur de l'empattement. En outre, cet espace de chargement doit être pourvu, sur toute sa surface, d'un plancher horizontal fixe faisant partie intégrante de la carrosserie ou y fixé de manière durable et exempt de tout point d'attache pour des banquettes, sièges ou ceintures de sécurité complémentaires.

§ 3. Lorsque le véhicule mentionné comme camionnette dans la réglementation précitée ne répond pas à l'un des véhicules énumérés au § 2, il sera considéré, au sens du présent Titre II, et selon sa construction, comme une voiture, voiture mixte ou minibus. ».

Art. 3. Les dispositions de l'article 2 du présent accord de coopération entreront en vigueur dans les réglementations régionales respectives à partir du 1^{er} janvier 2006.

Fait à Bruxelles, le 24 juin 2005, en autant d'originaux qu'il y a de parties au présent accord.

Pour la Région flamande :

Le Ministre des Finances et du Budget et de l'Aménagement du Territoire,
D. VAN MECHELEN

Pour la Région wallonne :

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de l'Informatique,
G. VANHENGEL

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 239

[2006/200144]

15. DEZEMBER 2005 — Dekret zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Einführung des Begriffs "Lieferwagen" in Titel II des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern unter Berücksichtigung der Steuerneutralität und um die Konkurrenz zwischen den Regionen auf Ebene der Fahrzeugszulassung zu vermeiden (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Einzigster Artikel - Das Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Einführung des Begriffs "Lieferwagen" in Titel II des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, unter Berücksichtigung der Steuerneutralität und um die Konkurrenz zwischen den Regionen auf Ebene der Fahrzeugszulassung zu vermeiden, wird gebilligt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 15. Dezember 2005

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

(1) *Sitzungsperiode 2005-2006.*

Dokumente des Rats 273 (2005-2006). Nrn. 1 und 2.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 15. Dezember 2005

Diskussion - Abstimmung.

Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Einführung des Begriffs "Lieferwagen" in Titel II des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, unter Berücksichtigung der Steuerneutralität und um die Konkurrenz zwischen den Regionen auf Ebene der Fahrzeugszulassung zu vermeiden

Aufgrund Artikel 1, 3, 33, 35, 39, 134 und 177 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 92bis, § 2, f), eingefügt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Januar 1989, das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 und das Sondergesetz vom 13. Juli 2001;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 betreffend die Brüsseler Institutionen, insbesondere der Artikel 4 und 42;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen, insbesondere der Artikel 1, § 2, 1 bis, 3, 10°, 4, § 3 und 5, § 2, 10, abgeändert durch das Sondergesetz vom 13. Juli 2001;

Aufgrund des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, insbesondere des Titels II, Artikel 3 bis 13, 15, 21 bis 23bis, 29 bis 32 und 36bis bis 36quater;

In Ausführung von Artikel 4, § 3 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 wird vorab ein Zusammenarbeitsabkommen im Sinne von Artikel 92bis, § 2, f) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 abgefasst,

Die Flämische Region, vertreten durch ihre Regierung, in der Person von Herrn Dirk Van Mechelen, Minister der Finanzen und des Haushalts und der Raumordnung der Flämischen Regierung;

Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung, in der Person von Herrn Michel Daerden, Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes der Wallonischen Regierung;

Die Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch ihre Regierung, in der Person von Herrn Guy Vanhengel, Minister der Finanzen, des Haushalts, der Außenbeziehungen und der Informatik der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt,

Haben Folgendes vereinbart:

Artikel 1 - Die Regionen verpflichten sich, die in den Artikeln 2 bis einschließlich 3 beschriebenen Bestimmungen des vorliegenden Abkommens in ihrer jeweiligen Regelung betreffend die Kfz-Verkehrssteuer, die in Artikel 3, 10^o, des Sondergesetzes zur Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen, ersetzt durch Artikel 5 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001, erwähnt ist, einzutragen.

Art. 2 - Artikel 4 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, dessen jetziger Wortlaut den § 1 bilden wird, wird durch § 2 und § 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 2. In Abweichung von § 1 versteht man unter Kraftfahrzeug für den Gütertransport, dessen erlaubte Höchstmasse 3 500 Kilogramm nicht überschreitet, ebenfalls „Lieferwagen“ genannt, für die Anwendung des vorliegenden Titels II:

a) jegliches für den Gütertransport entworfene und gebaute Fahrzeug, dessen erlaubte Höchstmasse 3 500 Kg nicht überschreitet und das aus einem einzigen Fahrerhaus, das ganz vom Laderaum getrennt ist und höchstens zwei Sitze zuzüglich desjenigen des Fahrers hat, sowie aus einer offenen Ladeplattform besteht;

b) jegliches für den Gütertransport entworfene und gebaute Fahrzeug, dessen erlaubte Höchstmasse 3 500 Kg nicht überschreitet und das aus einem einzigen Fahrerhaus, das ganz vom Ladungsraum getrennt ist und höchstens sechs Sitze zuzüglich desjenigen des Fahrers hat, sowie aus einer offenen Ladeplattform besteht;

c) jegliches für den Gütertransport entworfene und gebaute Fahrzeug, dessen erlaubte Höchstmasse 3 500 Kg nicht überschreitet und das aus einem einzigen Fahrerhaus, das ganz vom Ladungsraum getrennt ist und höchstens zwei Sitze zuzüglich desjenigen des Fahrers hat, sowie aus einer offenen Ladeplattform besteht, deren Abstand zwischen jeglichem Punkt der hinter der vorderen Sitzreihe stehenden Trennwand und der hinteren Innenkante des Laderaums, der in der Längsachse des Fahrzeugs in einer Höhe von 20 cm über dem Fußbrett gemessen ist, mindestens 50% der Länge des Radstands erreicht. Außerdem wird dieser Laderaum auf seiner gesamten Oberfläche mit einem festen horizontalen Fußbrett versehen, das integrierender Bestandteil der Karosserie ist, oder das an die Karosserie dauerhaft befestigt ist und frei von jeglichem Anschlusspunkt für zusätzliche Sitzbänke, Sitze oder Sicherheitsgürtel ist;

d) jegliches für den Gütertransport entworfene und gebaute Fahrzeug, dessen erlaubte Höchstmasse 3 500 Kg nicht überschreitet, das aus einem einzigen Fahrerhaus, das ganz vom Ladungsraum getrennt ist und höchstens sechs Sitze zuzüglich desjenigen des Fahrers hat, sowie aus einer offenen Ladeplattform besteht, deren Abstand zwischen jeglichem Punkt der hinter der vorderen Sitzreihe stehenden Trennwand und der hinteren Innenkante des Laderaums, der in der Längsachse des Fahrzeugs in einer Höhe von 20 cm über dem Fußbrett gemessen ist, mindestens 50% der Länge des Radstands erreicht. Außerdem wird dieser Laderaum auf seiner gesamten Oberfläche mit einem festen horizontalen Fußbrett versehen, das integrierender Bestandteil der Karosserie ist, oder an die Karosserie dauerhaft befestigt ist und frei von jeglichem Anschlusspunkt für zusätzliche Sitzbänke, Sitze oder Sicherheitsgürtel ist;

§ 3. Wenn das in der vorerwähnten Regelung als Lieferwagen angegebene Fahrzeug keinem der in § 2 aufgeführten Fahrzeuge entspricht, wird es im Sinne dieses Titels II und je nach seinem Bau als Wagen, Wagen mit Abteilen verschiedener Wagenklassen oder Kleinbus betrachtet.”

Art. 3 - Die Bestimmungen von Artikel 2 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens treten in den jeweiligen regionalen Regelungen ab dem 1. Januar 2006 in Kraft.

Ausgefertigt in Brüssel am 24. Juni 2005 in so vielen Originalfassungen wie an dem vorliegenden Abkommen beteiligten Parteien

Für die Flämische Region:

Der Minister der Finanzen und des Haushalts und der Raumordnung,

D. VAN MECHELEN

Für die Wallonische Region:

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

M. DAERDEN

Für die Region Brüssel-Hauptstadt:

Der Minister der Finanzen, des Haushalts, der Außenbeziehungen und der Informatik,

G. VANHENGEL

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 239

[2006/200144]

15 DECEMBER 2005. — Decreet houdende goedkeuring van het Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, het Vlaamse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de invoering van het begrip "lichte vrachtauto" in Titel II van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, met inachtneming van de fiscale neutraliteit en ter voorkoming van de concurrentie tussen de Gewesten op het vlak van de inschrijving van de voertuigen (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, het Vlaamse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de invoering van het begrip "lichte vrachtauto" in Titel II van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, met inachtneming van de fiscale neutraliteit en ter voorkoming van de concurrentie tussen de Gewesten op het vlak van de inschrijving van de voertuigen, wordt goedgekeurd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 15 december 2005.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

(1) *Zitting 2005-2006.*

Stukken van de Raad 273 (2005-2006). Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare zitting van 15 december 2005.

Bespreking - Stemming.

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, het Vlaamse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de invoering van het begrip "lichte vrachtauto" in Titel II van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, met inachtneming van de fiscale neutraliteit en ter voorkoming van de concurrentie tussen de Gewesten op het vlak van de inschrijving van de voertuigen

Gelet op de artikelen 1, 3, 33, 35, 39, 134 en 177 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 2, f), ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 januari 1989, de bijzondere wet van 16 juli 1993 en de bijzondere wet van 13 juli 2001;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, inzonderheid op de artikelen 4 en 42;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid op de artikelen 1, § 2, 1bis, 3, 10°, 4, § 3 en 5, § 2, 10°, gewijzigd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001;

Gelet op het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, inzonderheid op Titel II, artikelen 3 tot 13, 15, 21 tot 23bis, 29 tot 32 en 36bis tot 36quater;

In uitvoering van artikel 4, § 3, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 wordt een voorafgaandelijk samenwerkingsakkoord afgesloten zoals bedoeld in artikel 92bis, § 2, f) van de bijzondere wet van 8 augustus 1980,

Het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van de heer Dirk Van Mechelen, Minister van Financiën en Begroting en Ruimtelijke Ordening van de Vlaamse Regering;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van de heer Michel Daerden, Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium van de Waalse Regering;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van de heer Guy Vanhengel, Minister belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Informatica van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Zijn overeengekomen wat hierna volgt :

Artikel 1. De Gewesten verbinden zich ertoe de bepalingen, omschreven in de artikelen 2 tot en met 3 van dit samenwerkingsakkoord, op te nemen in hun respectieve regelgevingen betreffende de verkeersbelasting op de autovoertuigen, bedoeld in artikel 3, 10^o, van de bijzondere wet tot financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, vervangen door artikel 5 van de bijzondere wet van 13 juli 2001.

Art. 2. Artikel 4 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, wordt aangevuld met de §§ 2 en 3, luidende :

« § 2. In afwijking van § 1, wordt, voor de toepassing van Titel II, onder motorvoertuig bestemd voor het vervoer van goederen waarvan de maximaal toegelaten massa 3 500 kilogram niet overschrijdt, ook "lichte vrachtauto" genoemd, verstaan :

a) elke auto opgevat en gebouwd voor het vervoer van zaken waarvan de maximaal toegelaten massa 3 500 kg niet overschrijdt, bestaande uit een volledig van de laadruimte afgesloten enkele cabine die ten hoogste twee plaatsen mag bevatten, die van de bestuurder niet inbegrepen, en een open laadbak;

b) elke auto opgevat en gebouwd voor het vervoer van zaken waarvan de maximaal toegelaten massa 3 500 kg niet overschrijdt, bestaande uit een volledig van de laadruimte afgesloten dubbele cabine die ten hoogste zes plaatsen mag bevatten, die van de bestuurder niet inbegrepen, en een open laadbak;

c) elke auto opgevat en gebouwd voor het vervoer van zaken waarvan de maximaal toegelaten massa 3 500 kg niet overschrijdt, gelijktijdig bestaande uit een passagiersruimte die ten hoogste twee plaatsen mag bevatten, die van de bestuurder niet inbegrepen en een daarvan afgesloten laadruimte waarvan de afstand, tussen elk punt van de scheidingswand achter de zitplaatsen en de binnenkant van de achterzijde van de laadruimte, gemeten in de langsrichting van het voertuig, op een hoogte van 20 cm boven de vloer, steeds minstens 50 % dient te bedragen van de lengte van de wielbasis. Deze laadruimte moet bovendien over haar hele oppervlakte bestaan uit een van het koetswerk deel uitmakende, vaste of duurzaam bevestigde, horizontale laadvloer zonder verankeringsplaatsen voor bijkomende banken, zetels of veiligheidsgordels;

d) elke auto opgevat en gebouwd voor het vervoer van zaken waarvan de maximaal toegelaten massa 3 500 kg niet overschrijdt, gelijktijdig bestaande uit een passagiersruimte die ten hoogste zes plaatsen mag bevatten, die van de bestuurder niet inbegrepen en een daarvan volledig afgesloten laadruimte waarvan de afstand, tussen elk punt van de scheidingswand achter de laatste rij zitplaatsen en de binnenkant van de achterzijde van de laadruimte, gemeten in de langsrichting van het voertuig, op een hoogte van 20 cm boven de vloer, steeds minstens 50 % dient te bedragen van de lengte van de wielbasis. Deze laadruimte moet bovendien over haar hele oppervlakte bestaan uit een van het koetswerk deel uitmakende, vaste of duurzaam bevestigde, horizontale laadvloer zonder verankeringsplaatsen voor bijkomende banken, zetels of veiligheidsgordels.

§ 3. Indien het in de voormelde reglementering als lichte vrachtauto aangeduid voertuig, niet beantwoordt aan één van de in § 2 opgesomde voertuigtypes, wordt het in de zin van deze Titel II, afhankelijk van zijn constructie, beschouwd als een personenauto, auto voor dubbel gebruik of minibus. »

Art. 3. De bepalingen vervat in het artikel 2 van dit samenwerkingsakkoord zullen in de respectieve gewestelijke regelgevingen in werking treden op 1 januari 2006.

Opgemaakt te Brussel, op 24 juni 2005, in evenveel originele exemplaren als er partijen zijn bij dit akkoord.

Voor het Vlaamse Gewest :

De Minister van Financiën en Begroting en Ruimtelijke Ordening,
D. VAN MECHELEN

Voor het Waalse Gewest :

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,
M. DAERDEN

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister van Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Informatica,
G. VANHENGEL

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 240

[2006/200143]

15 DECEMBRE 2005. — Décret portant introduction de la notion de "camionnette" dans le Titre II du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 4 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par les paragraphes 2 et 3, rédigés comme suit :

"§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, il faut entendre par véhicule à moteur destiné au transport de marchandises d'une masse maximale autorisée ne dépassant pas 3 500 kg, aussi dénommé "camionnette", pour l'application du présent Titre II :

a. tout véhicule conçu et construit pour le transport de choses dont la masse maximale autorisée n'excède pas 3 500 kg, formé d'une cabine unique complètement séparée de l'espace de chargement et comportant deux places au maximum, celle du conducteur non comprise, ainsi que d'un plateau de chargement ouvert;

b. tout véhicule conçu et construit pour le transport de choses dont la masse maximale autorisée n'excède pas 3 500 kg, formé d'une cabine double complètement séparée de l'espace de chargement et comportant six places au maximum, celle du conducteur non comprise, ainsi que d'un plateau de chargement ouvert;

c. tout véhicule conçu et construit pour le transport de choses dont la masse maximale autorisée n'excède pas 3 500 kg, formé simultanément d'un espace réservé aux passagers comportant deux places au maximum, celle du conducteur non comprise, et d'un espace de chargement séparé, dont la distance entre tout point de la cloison de séparation située derrière la rangée de sièges avant et le bord arrière intérieur de l'espace de chargement, mesuré dans l'axe longitudinal du véhicule, à une hauteur située à 20 cm au-dessus du plancher, atteint au moins 50 % de la longueur de l'empattement. En outre, cet espace de chargement doit être pourvu, sur toute sa surface, d'un plancher horizontal fixe faisant partie intégrante de la carrosserie ou y fixé de manière durable et exempt de tout point d'attache pour des banquettes, sièges ou ceintures de sécurité complémentaires;